

## **PEUT ON ENCORE EDUQUER A L'ECOLE ?**

*Loïc Clavier \* - discutant  
Céline Chauvigné \*\*  
Christophe Doré \*  
Nathalie Oudin \**

*\* Université de Nantes  
IUFM des Pays de Loire  
4, chemin de Launay Violette Nantes  
CREN, EA 2661  
\*\* Université de Montpellier  
Route de Mende  
LIRDEF, EA 3749*

### **Présentation du symposium**

Ce symposium vise à aborder les recherches actuelles concernant la sécularisation de l'idée éducative tant au niveau des pratiques d'éducation qu'au niveau des problématiques épistémologiques et philosophiques du champ éducatif. C'est donc à partir de deux recherches faisant appel à des données empiriques (éduquer ou former le citoyen ? Le savoir a-t-il une valeur éducative ?) et à une recherche conceptuelle (Approche sociologique de l'éducation) que nous travaillerons à la notion d'éducation à l'école. Elles montrent non seulement l'embarras à penser l'éducation au regard de l'humanisme classique, mais aussi que, derrière le discours visant à sanctifier la culture à transmettre, se glisse des volontés de normalisation morale ou sociale. L'émancipation prend l'aspect d'un paravent qui révèle alors un hiatus entre l'éducation et la formation. Dans l'institution éducative en France voisinent l'idée de formation (par exemple la formation scientifique) et l'idée d'éducation (par exemple l'éducation à la citoyenneté). Comment comprendre une telle proximité ? Si ce n'est en identifiant que les sciences se retrouvent affublées d'une vocation utilitariste et professionnelle tandis que leur éclatement en une multitude disciplinaire rend problématique l'idée de totalité et d'unité donc l'idée même d'éducation. En généralisant cette situation peut-on en déduire que la formation perd sa valeur éducative en ne posant pas la question de la présence de l'homme au monde social, politique ou technoscientifique ? Le savoir a-t-il encore une valeur éducative ? Enfin, ce voisinage nous amène à nous interroger sur une éducation à la citoyenneté qui relève d'une surenchère de devoirs plutôt que d'une volonté émancipatrice. L'éducation à la citoyenneté, confrontée à la forme scolaire, substitue au travail sur les savoirs, un travail sur la paix sociale. La violence devient première par rapport à l'ignorance dans le traitement éducatif. Ce renversement montre que les idées de culture et de liberté ne renvoient plus à l'émancipation des préjugés et des tutelles, mais bien plutôt à l'instantanéité de la satisfaction des besoins. Le discours se focalise sur l'utilité et l'efficacité des savoirs.

La discussion portera sur les réponses possibles à la question « peut-on encore éduquer à l'école ? » en tentant de faire le distinguo entre ce qui relève de l'éducation et ce qui relève de la formation. L'éducation aurait une visée critique et émancipatrice alors que la formation aurait une visée plus intégrative au niveau social. Un changement de salut visible dans le passage d'une époque moderne à une époque postmoderne.

Toutefois, peut-on épuiser cette question uniquement en empruntant le chemin d'une rationalisation centrée sur le versant social ou psychologique ? Il nous semble, que nous devons-nous, interroger sur une époque qui promet le bien plutôt que le vrai. Ce changement éthique donne la priorité à la paix sur le savoir. Il y a une centration éthique du discours éducatif sur des

notions comme la responsabilité, la relation, la construction de la loi qui n'est pas sans interagir avec un individualisme forcené.

### **Problématique**

Il s'agit de mettre en dialogue deux recherches empiriques sur l'éducation et une recherche conceptuelle sur la notion d'éducation.

Les deux recherches empiriques montrent :

- Les contraintes de l'éducation à la citoyenneté (forme scolaire, etc.) ;
- La disparition du caractère éducatif des savoirs. Les enseignants répondant aux injonctions des élèves (l'utilité du savoir) et des parents (l'efficacité de leur enseignement).

La recherche conceptuelle montre le glissement d'une éducation qui renvoie à l'émancipation des préjugés et des tutelles à une éducation centrée sur le salut de l'élève. Cette fois il ne s'agit plus de sauver son âme comme au temps de l'éducation sous tutelle religieuse, ni de sauver le citoyen en proie à l'assujettissement (le renforcement de la république), mais de se sauver par l'intégration sociale et professionnelle.

Trois axes sont choisis pour travailler à ce dialogue entre les contributions :

- Quelle réalité de l'éducation à la citoyenneté pour un concept en perpétuelle construction et déconstruction ? Sa transposition mais aussi sa construction, sa pérennité et les choix opérés dans sa mise en œuvre une éducation seront interrogées.
- Comment les enseignants et CPE défendent ils la valeur éducative du savoir dans une institution scolaire centrée sur l'insertion professionnelle à court ou moyen terme dans un cadre général de rentabilité économique ?
- Autour de l'appropriation des œuvres comme développement d'une pensée éclairée par les savoirs, il s'agit ici de questionner la capacité de la volonté à s'autonomiser, à se vouloir et à se construire libre et l'épreuve décisive, l'épreuve socio-économique, permettant d'accéder à l'inclusion ou pas dans le marché du travail.

Enfin, nous proposons, en complément des communications qui seront présentés dans le symposium, le texte inaugural d'une recherche en cours concernant les effets de l'évaluation sur l'éducation que ce soit du point de vue des acteurs, des dispositifs ou des institutions. L'hypothèse présentée, en cours d'investigation dans le cadre de collectes de données, postule que les modèles d'évaluation en vigueur à l'école orientés vers une logique managériale occulte la dimension culturelle de l'éducation en reléguant le savoir à une ressource pour l'action et non plus à ce qui préside à l'action. L'évaluation (notes, diplômes, certifications, orientations) deviennent des « biens de salut » ancrant la relation au savoir dans le fonctionnel (utilitarisme) au détriment du culturel. Cela engendre un commerce entre acteurs de l'école autour d'un savoir réifié, modifiant en cela profondément les dispositifs et les institutions.

**Mots-clés :** savoir, éducation, formation, citoyenneté, salut